

Isabelle Simonis : « L'avenir des jeunes, ce n'est pas juste une société sécuritaire »

FÉDÉRATION La ministre annonce le déblocage d'un million pour le secteur Jeunesse

ENTRETIEN

A la Fédération Wallonie-Bruxelles, Isabelle Simonis (PS) est en charge des droits des femmes, de la promotion sociale mais aussi de l'égalité des chances et de la jeunesse. Cette jeunesse francophone, wallonne et bruxelloise surtout dont on a énormément parlé depuis novembre et, plus encore, depuis le 22 mars. La ministre était pourtant restée très discrète...

On ne vous a pas entendue depuis les événements du 22 mars...

C'était une volonté. On préparait le renforcement de politiques structurelles au niveau des associations et organisations de jeunesse et nous travaillions également sur notre nouvel outil, une plateforme interactive qui vise à retravailler avec les jeunes eux-mêmes les questions de citoyenneté.

Il me semble aussi que trop vite après les attentats, il était difficile d'être audible. Mais c'est d'autant plus important aujourd'hui de proposer une vraie réflexion avec la jeunesse.

L'avenir des jeunes ne passe pas juste par une société sécuritaire, qui joue sur les peurs des uns et des autres, qui stigmatise...

N'est-ce pas un peu tard pour proposer un contre-discours ?

Peut-être. Je voulais être prête avec des outils et des signaux forts. Le secteur et les jeunes ont besoin d'engagements qui seront respectés. En matière de lutte contre le radicalisme, la Fédération a déjà beaucoup travaillé. Mais il est essentiel de revenir avec un travail plus positif de construction d'une société, dans laquelle on a envie de vivre, avec les jeunes en particulier.

Venons-en au concret alors. Ces 1.180.000 euros déblocués, où vont-ils être affectés ?

C'est d'abord au secteur qu'est destiné ce financement, pour qu'il puisse pleinement rencontrer les missions que le décret lui attribue : développer l'esprit critique des jeunes, en faire des citoyens responsables et solidaires. Je vais travailler avec les organes consultatifs afin qu'ils me remettent un avis sur les priorités d'affectation de ces nouveaux moyens, en termes de budgets de fonctionnement, d'emplois, etc. Au-delà des aspects financiers, c'est un signal de reconnaissance et de valorisation de leur travail.

Un million d'euros. Quand on compare aux 400 millions du fédéral pour la sécurité...

C'est bien sûr trop peu par rapport aux enjeux, mais c'est proportionnel au budget affecté à la jeunesse en communauté française. Ce n'est pas l'euphorie, évidemment, mais ce sont des moyens complémentaires et c'est un signal d'autant plus fort en période de vaches maigres.

Une nouvelle plateforme numérique donc, intitulée « Bienvenue dans ma tribu », où les jeunes peuvent débattre de démocratie, de liberté d'expression, de culte... La question est de savoir comment on attire vraiment les jeunes sur des outils institutionnels...

Nous avons précisément l'ambition qu'il ne fasse pas trop « institutionnel ». Les jeunes constituent une cible difficile à atteindre et le projet comporte un risque. On verra si les jeunes l'utilisent. Je pense qu'ils sont demandeurs. L'image médiatique des jeunes est trop souvent négative. Et il faut admettre que, pour un jeune, les perspectives ne sont pas réjouissantes. C'est aussi la responsabilité du pouvoir public de venir avec un espoir, de proposer une société qui se construise ensemble. Et de favoriser l'engagement. Évidemment, cela demande du temps, du travail avec eux, mais quand ça se fait, et ça se fait déjà, c'est très positif. ■

Propos recueillis par
ÉLODIE BLOGIE